

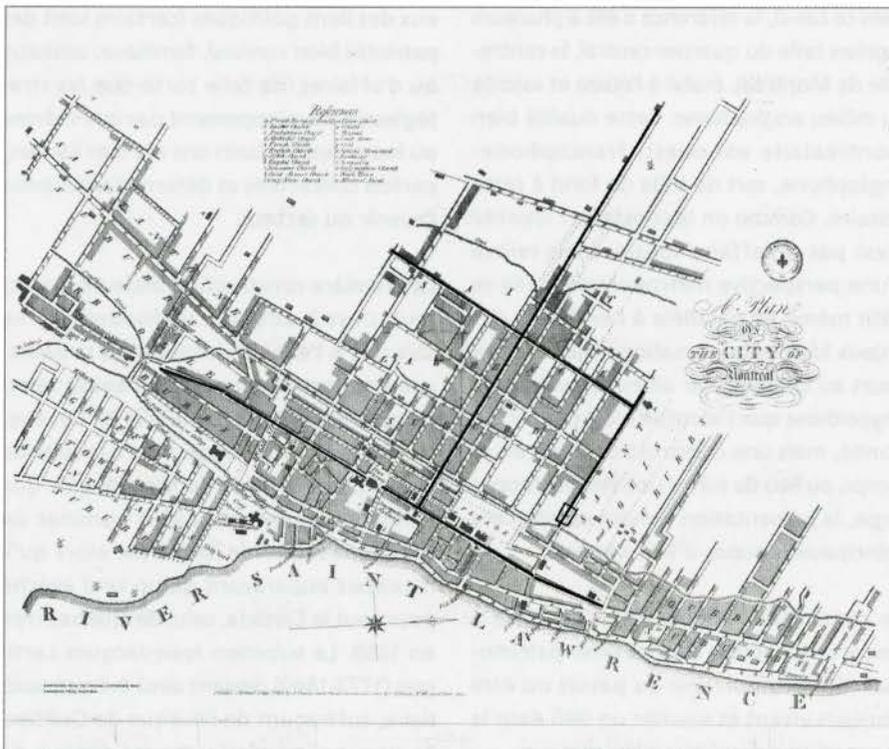
LE RÊVE EST-IL PATRIMONIAL? HISTOIRE DES ASPIRATIONS IDENTITAIRES POUR LE SECTEUR DE L'ÎLOT VOYAGEUR À MONTRÉAL

> JACQUES LACHAPELLE

JACQUES LACHAPELLE est professeur agrégé à l'École d'architecture de l'Université de Montréal. Ses recherches portent principalement sur l'histoire de l'architecture au Québec et sur le patrimoine bâti. Grâce à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), il travaille actuellement sur les rapports entre l'innovation et la conservation dans les interventions sur des édifices existants à Montréal.

Le rapport identitaire à un lieu renvoie à la question de sa représentation au sein de la société. Or, l'imbrication des concepts d'identité et de patrimoine qui a cours aujourd'hui favorise généralement la mise en valeur et la conservation d'un environnement bâti existant. Mais la ville, surtout la ville industrielle et post-industrielle, est le fruit de ses transformations, et ce processus est lié à la construction de son identité. Le patrimoine bâti n'est qu'une trace tangible et figée d'une histoire plus vaste. Par conséquent, la question qui se pose ici est de savoir à quel point il y a, en parallèle de l'existant, un esprit du lieu, plus intangible, constitué des aspirations, des projets sur papier, des demi-succès et des oublis. Dans cette perspective, l'histoire d'un lieu ne se limite pas à l'analyse et à l'explication de sa morphologie pour en établir un statut canonique, mais elle permet d'identifier, en tant que valeurs associatives, les jalons d'un projet collectif et ainsi de contribuer à l'élaboration des nouvelles interventions.

Le cas qui est proposé ici est celui du secteur près du très vaste îlot Voyageur, soit, *grosso modo*, un cadre géographique limité à la zone qui relie l'actuelle place Émilie-Gamelin et le square Viger¹. Il s'agit d'une portion importante du quartier historique Saint-Jacques qui a été, au dix-neuvième siècle, séparé du quartier Saint-Louis à partir de la rue Saint-Denis. On sait que l'îlot Voyageur défraie la manchette depuis le printemps 2007 à cause des sérieux ennuis financiers de l'UQAM qui, avec le promoteur immobilier Buzac, a entrepris une ambitieuse construction. Il ne s'agit pas ici de critiquer ou de



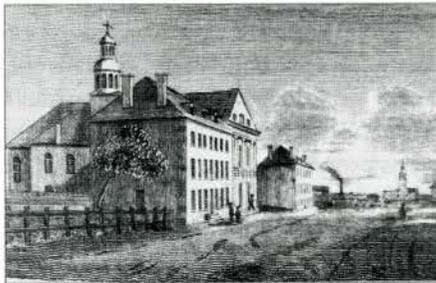
EXTRAIT BAYO, COLLECTION NUMÉRIQUE TRAD001.

ILL. 1. C. ROBINSON, A PLAN OF THE CITY OF MONTREAL, 1823. EN SURCHARGE : LE SECTEUR PRINCIPAL ÉTUDIÉ, AVEC LE SITE VOYAGEUR AINSI QUE LES RUES NOTRE-DAME, SAINT-LAURENT ET SAINTE-CATHERINE.



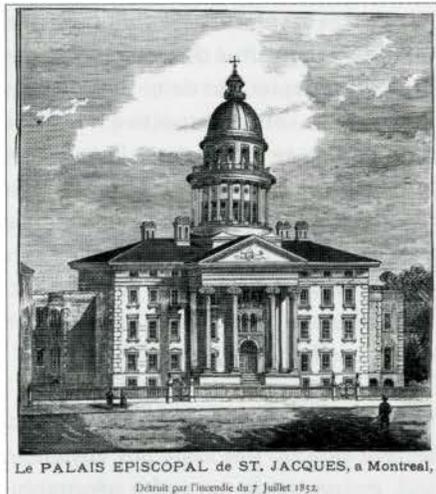
ILL. 2. ÉGLISE (CATHÉDRALE) SAINT-JACQUES, 1823-1825, MONTRÉAL, JOSEPH FOURNIER.

INVENTAIRE DES BIENS CULTURELS, 1974, D.9.



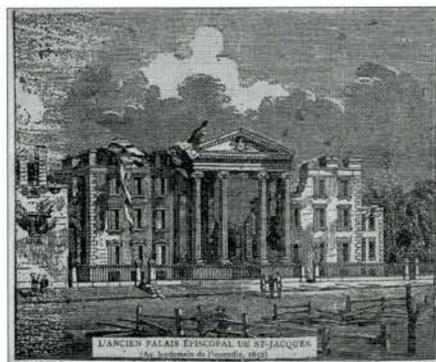
ILL. 3. ÉGLISE (CATHÉDRALE) SAINT-JACQUES, 1823-1825, MONTRÉAL, JOSEPH FOURNIER.

INVENTAIRE DES BIENS CULTURELS, 1975, D.9.



ILL. 4. PALAIS ÉPISCOPAL, 1849-1851, JOHN OSTELL.

BAIQ. ALBUM DES RUES E. Z. MASSICOTTE.



ILL. 5. PALAIS ÉPISCOPAL, APRÈS L'INCENDIE DE 1852, JOHN OSTELL.

BAIQ. ALBUM DES RUES E. Z. MASSICOTTE.

défendre ce projet spécifique qui a fragilisé l'institution. Aucun projet d'architecture ne devrait le faire. On comprendra au contraire qu'une intervention reste nécessaire : d'une part, parce que le stationnement d'autobus et l'architecture ordinaire de la station (surtout les ajouts récents) constituaient une aberration dans le contexte ; d'autre part, et c'est ce qui nous concerne ici, parce qu'elle trouve sa légitimité et peut-être une partie de ses difficultés dans l'esprit du lieu. En dépassant la très courte durée des derniers mois pour les resituer dans l'emprise plus significative du temps long, les aspirations à l'effet de constituer un noyau urbain central, c'est-à-dire dédié à la ville et non seulement au quartier, remontent à plus de cent quatre-vingts ans au cours desquels dominant des rapports identitaires avec le milieu catholique, mais surtout un désir d'affirmation des francophones et une volonté actuelle de se redéfinir dans une réalité culturelle plus complexe. Puisque l'identité est souvent un rapport à l'autre, dans ce cas-ci, la référence a été à plusieurs reprises celle du quartier central, le centre-ville de Montréal, établi à l'ouest et associé au milieu anglophone. Cette dualité bien montréalaise est-ouest, francophone-anglophone, sert de toile de fond à cette histoire. Comme on le constate, l'identité n'est pas qu'affaire locale, mais relève d'une perspective métropolitaine. Elle se bâtit même en parallèle à l'évolution des enjeux idéologiques nationalistes qui ont cours au Québec. Par ailleurs, partant de l'hypothèse que l'identité n'est pas un fait donné, mais une construction à travers le temps, au lieu de suivre une stricte chronologie, la présentation tiendra compte des principaux groupes d'intervenants.

En conclusion, la question se posera à savoir si le « rêve » doit devenir patrimonial (donc appartenir au passé) ou être toujours vivant et susciter un défi dans la conception urbanistique du secteur.

L'EMPREINTE DU CLERGÉ : UN CENTRE ECCLÉSIAL OUBLIÉ

La carte Robinson de 1823 (ill. 1) montre que le quartier Saint-Jacques, surtout près de l'îlot Voyageur, a tardé à se développer. On peut l'expliquer du fait qu'au début du dix-neuvième siècle il est un peu excentrique aux axes de croissance de la ville. En effet, après la démolition de l'enceinte de la vieille ville en 1804-1810, on sait que les faubourgs à l'est, à l'ouest et au nord du Vieux-Montréal sont déjà bien définis et jouent un rôle déterminant pour l'avenir de la ville. En comparaison, le secteur est principalement constitué de terres agricoles. Par contre, il a déjà une personnalité bien francophone si l'on en juge par les propriétaires qui sont des notables tels que Pierre Foretier (1738-1815), Louis-Joseph Papineau (1786-1871), Denis Viger (1741-1805), son fils Denis-Benjamin Viger (1774-1861), Côme-Séraphin Cherrier (1798-1885), Hubert Lacroix (1743-1821) et Louis Guy (1768-1850). Il existe entre eux des liens politiques (certains sont des patriotes bien connus), familiaux, amicaux ou d'affaires, de telle sorte que les stratégies de développement par eux-mêmes ou leurs descendants ont été très variées, parfois concertées et déterminantes pour l'avenir du secteur.

La première construction majeure du secteur, c'est-à-dire une réalisation qui ne soit pas à l'échelle locale mais urbaine, voire nationale, est celle de l'église Saint-Jacques en 1823-1825 (ill. 2 et 3). L'événement était marquant car c'est à la suite de demandes répétées de Montréalais que Londres consent en 1820 à nommer un premier évêque de Montréal alors qu'il n'existait auparavant qu'un seul évêché pour tout le Canada, celui de Québec créé en 1659. Le sulpicien Jean-Jacques Lartigue (1777-1840) devient ainsi évêque auxiliaire, suffragant de l'évêque de Québec. Sa nomination réelle comme évêque de

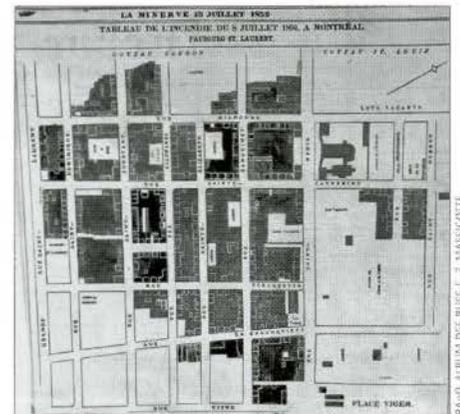
Montréal tarde jusqu'au moment de la constitution du diocèse en 1836. Ce délai s'explique en partie du fait que la venue d'une instance ecclésiastique aussi importante a causé quelques remous auprès de la communauté des sulpiciens qui étaient les seigneurs de l'île et qui étaient en charge de l'unique paroisse de la ville, la paroisse Notre-Dame. On sait par exemple que la nomination de Lartigue explique en partie la reconstruction majestueuse de l'église Notre-Dame dans un style original pour l'époque, le gothique. Les sulpiciens réaffirment ainsi, avec autorité, leur présence dans la ville.

M^{gr} Lartigue chassé de Notre-Dame, sa famille et la population du faubourg au nord de la ville lui viennent aide pour lui construire une église (1823-1825), que l'on appellera dès lors cathédrale avant même que le diocèse ne soit formé. Le site est tout choisi puisque le terrain est donné par Périne-Charles Cherrier (1777-1840), veuve de Denis Viger et tante de M^{gr} Lartigue². L'église prend d'ailleurs le nom de Saint-Denis dans un premier temps, du nom de l'époux de la donatrice, puis celui de Saint-Jacques, du nom de son premier titulaire³.

En comparaison des innovations de l'église Notre-Dame, la cathédrale dessinée par Joseph Fournier s'inscrit dans une tradition régionale rappelant, à l'exception de son portique, l'église de Saint-Denis-sur-Richelieu qui était également surmontée d'un dôme à la croisée⁴, une hypothèse de filiation intéressante puisque cette dernière a été réalisée en 1793-1796 par le curé François Cherrier (1745-1809), oncle de M^{gr} Lartigue⁵. Malgré son aspect typique, l'école et le premier évêché qui y sont adjoints de part et d'autre lui confèrent une implantation originale et contribuent à son expression monumentale. De plus, Louis-Joseph Papineau, cousin de M^{gr} Lartigue, offre un terrain pour

créer une place de l'autre côté de la rue. Il ressort de l'ensemble de ces stratégies une cathédrale qui fait face au quartier Saint-Louis, nettement mieux établi que celui à l'est auquel elle tournait le dos. Cette disposition, en plus d'être fidèle aux principes traditionnels de l'orientation des églises, avait le mérite de lui assurer une grande visibilité à partir du cœur de la ville, surtout si ses clochers avaient été terminés. M^{gr} Bourget (1799-1885), second évêque de Montréal, embellira encore le site avec une majesté caractéristique de ses ambitions en demandant à John Ostell (1813-1892) de construire un palais épiscopal (ill. 4), rue Sainte-Catherine. Coiffé d'un dôme à double tambour, l'édifice est sans équivalent dans la ville et assure la visibilité territoriale de l'évêché.

Au milieu du paysage bucolique des grandes propriétés de notables, l'emplacement excentrique de l'église Saint-Jacques, au-delà des possibilités, exprime une certaine prudence dans la mise en place de cette institution par rapport à Notre-Dame située au cœur de la ville. Ce retrait témoigne déjà l'ambiguïté des intentions : d'une position marginale, il s'agit dorénavant de créer un centre. Ainsi, formant un noyau si distinct dans le paysage urbain, l'ensemble est représentatif des balbutiements d'une géographie qui divise la ville en deux, de part et d'autre de la rue Saint-Laurent, entre le secteur catholique et francophone à l'est, et le secteur protestant et anglophone à l'ouest. Mais le grand incendie de 1852 remet en cause ce positionnement de la cathédrale (ill. 5 et 6). C'est en effet à la suite de cette catastrophe que M^{gr} Bourget aurait décidé de reconstruire dans l'ouest, affirmant ainsi son autorité morale non plus dans un quartier encore isolé, mais en plein cœur du quartier bourgeois protestant qui prendra le nom de Saint-Georges, alors en plein développement. Cette décision de M^{gr} Bourget est par ailleurs



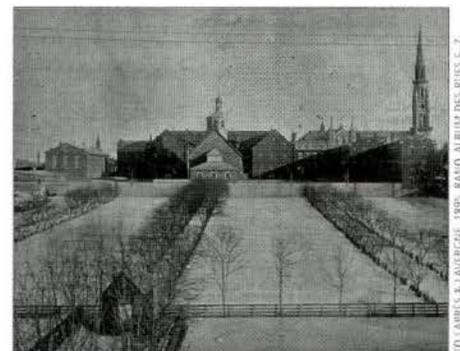
ILL. 6. PLAN DU SECTEUR INCENDIÉ AU MOIS DE JUILLET 1852.



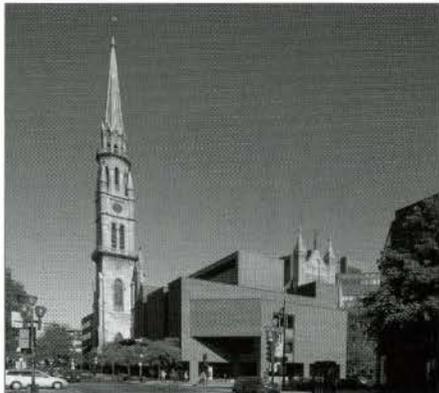
ILL. 7. MAISON MÈRE ET CHAPELLE DES SŒURS DE LA PROVIDENCE, RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL, CONSTRUCTION 1842, JOHN OSTELL.



ILL. 8. ÉCOLE DE RÉFORME, 1866-1867.

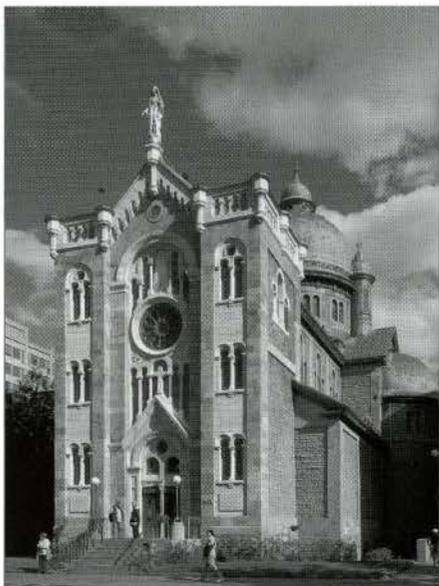


ILL. 9. ÉCOLE DE RÉFORME, 1866-1867. VUE PRISE DEPUIS LA RUE ONTARIO.



ILL. 10. CLOCHER DE L'ÉGLISE SAINT-JACQUES (1855-1857; 1880), JOHN OSTELL ET VICTOR BOURGEAU, AUJOURD'HUI INTÉGRÉ AU PAVILLON JUDITH-JASMIN DE L'UQAM PAR DIMAKOPOULOS ET ASSOCIÉS ET JODOIN LAMARRE PRATTE (1975-1979).

JACQUES LACHAPPELLE, 2007.



ILL. 11. CHAPELLE NOTRE-DAME DE LOURDES, 1873-1876, NAPOLEÓN BOURASSA ET ADOLPHE LÉVESQUE.

JACQUES LACHAPPELLE, 2007.



ILL. 12. MAP OF THE CITY OF MONTREAL WITH THE LATEST IMPROVEMENTS, 1853. DÉTAIL. EN LISÉRÉ, LES PLACES DE LA VILLE AFIN DE FAIRE RESSORTIR LE CARACTÈRE DISTINCT DU SQUARE VIGER.

BAUQ, COLL. CARTES ET PLANS, TRRBA01598.

représentative d'une approche qui anticipe en partie la destinée du quartier à l'étude, à savoir qu'elle reflète le désir de plusieurs élites francophones de réussir dans les secteurs d'affaires établis (Vieux-Montréal puis l'ouest) au lieu de générer un centre distinct.

On reconstruit néanmoins l'église Saint-Jacques et ce sont les sulpiciens dans un premier temps qui en sont responsables. C'est à John Ostell qu'ils en font la commande. Il choisit le style néo-gothique et, par sa qualité, il en fait un jalon significatif dans l'histoire de ce style à Montréal. Du point de vue urbain, la hauteur exceptionnelle du clocher dessiné par Ostell, mais terminé bien plus tard, visait à symboliser son rayonnement. L'église paroissiale Saint-Jacques sera par la suite rénoverée par Perrault et Mesnard, mais un incendie dans les années 1930 faillit conduire à sa démolition complète et à sa reconstruction sur l'îlot Voyageur. Le projet est abandonné au profit d'une rénovation dans le style de Dom Bellot. Aujourd'hui, comme on le sait, deux façades sont intégrées au pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM (ill. 10).

En tant que cathédrale ou église, Saint-Jacques a favorisé le regroupement à proximité d'édifices religieux importants. Ainsi, en 1841-1843, avec l'aide financière du philanthrope Antoine-Olivier Berthelet (1798-1872), on construit à l'angle des rues Sainte-Catherine et Saint-Hubert l'asile des sœurs de la Providence, la congrégation fondée par mère Émilie Gamelin (1800-1851). L'édifice a également été conçu par Ostell (ill. 7). Plus tard, Berthelet et Côme-Séraphin Chérier⁶ aident la communauté des frères de la Charité dans l'établissement, en 1868, d'une École de réforme pour jeunes sans-abri et délinquants (ill. 8 et 9). Sa vocation sera confirmée par l'assemblée législative du Québec en 1878, en accord avec les

nouvelles politiques en matière d'enfance délinquante⁷. Puisque cette institution vise la réhabilitation sociale, elle sert à montrer des métiers, ce qui explique les importants vergers et la présence de petites manufactures qui lui sont rattachées, rue De Maisonneuve. Leur vaste propriété qui s'étire des rues Mignonne (De Maisonneuve) à Ontario et de Providence à Savoie correspond en gros à l'îlot Voyageur et au site de l'actuelle Grande Bibliothèque. Elle explique, de fait, la disponibilité historique de grands terrains jusqu'à aujourd'hui.

Les sulpiciens ont été à l'origine de la construction de la chapelle de pèlerinage Notre-Dame de Lourdes (1873-1881) dédiée à la dévotion de l'Immaculée Conception (ill. 11). Son rayonnement dépasse les limites du quartier. Avec son décor intérieur entièrement peint, elle reflète l'idéal artistique d'« œuvre totale » de Napoléon Bourassa⁸. Assisté d'Adolphe Lévesque, son style byzantin et ses dimensions modestes correspondaient à la critique que Bourassa faisait à l'égard de la grandiloquence des églises catholiques.

De ce regroupement d'édifices religieux dans le voisinage immédiat de Saint-Jacques⁹, la chapelle Notre-Dame de Lourdes est le seul qui existe encore aujourd'hui, en excluant les deux façades intégrées au pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM. Toutefois, ces institutions religieuses ont profondément marqué le secteur puisqu'elles ont constitué durant des décennies d'importantes réserves de propriété foncière. Elles ont aussi concrétisé la profonde alliance au dix-neuvième siècle entre le clergé et le milieu francophone. Entre l'école de Réforme au nord et les hospices, dont l'hospice Saint-Charles au sud du square Viger (institution qui deviendra l'Accueil Bonneau), le secteur est spatialement polarisé entre la réhabilitation

et la charité. Autrement dit, le paysage victorien est dominé par la morale chrétienne. Toutefois, la contribution de ces institutions à l'urbanisation du secteur est paradoxale dans une ville en plein essor industriel, dans la mesure où elles perpétuent une image encore très paysagère, voire agricole, de la ville et favorisent, avec leurs murs d'enceinte, la réclusion, symbole du passé, plutôt que l'ouverture moderne. Aussi nécessaires qu'elles soient dans la société victorienne, elles ne sont pas en mesure de contribuer au dynamisme de la vie urbaine que l'on peut attendre d'un quartier central nord-américain.

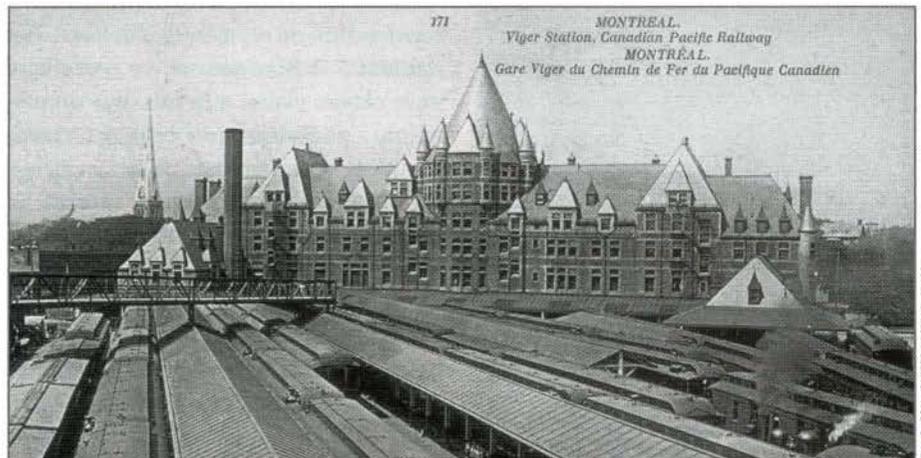
QUARTIER BOURGEOIS, PROLÉTAIRE ET FRANCOPHONE

Au-delà de la générosité des dons des terrains, la construction de la cathédrale s'inscrit dans une logique de promotion immobilière. En 1818, les familles Papi-neau et Viger percent la rue Saint-Denis et prévoient, tout au sud de cette rue, la création d'un marché public et d'une place qui devient, dans un axe nord-sud, le complément de la place de la Cathédrale. Par ailleurs, dans l'axe est-ouest de la rue Saint-Antoine, ce marché au foin semble le pendant de celui que l'on trouve à l'ouest et qui deviendra le square Victoria. Déjà, un certain effet miroir semble inspirer le développement du quartier.

Ainsi, cathédrale et square deviennent les attraits urbanistiques d'un projet de lotissement et de développement du quartier. La stratégie est typique de Montréal au dix-neuvième siècle alors que la structuration de l'environnement bâti était fondée sur les squares, mais aussi, chez les francophones, sur les églises et les édifices conventuels comme éléments d'embellissement des quartiers et symboles identitaires des paroisses. La notoriété des lieux assurait une plus-value qui permettait la



ILL. 13. GARE HÔTEL VIGER, 1896-1898, BRUCE PRICE.



ILL. 14. GARE VIGER, LES AMÉNAGEMENTS DES QUAIS DE 1898 À 1911.



ILL. 15. GARE VIGER. LES AMÉNAGEMENTS DES QUAIS APRÈS 1911.



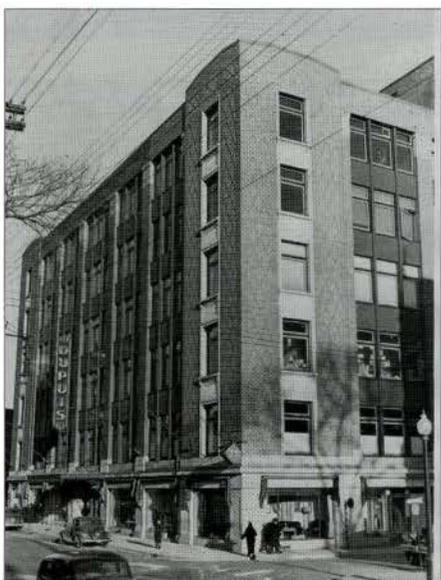
ILL. 16. DUPUIS ET FRÈRES.

PHOTO LUCIEN DESJARDINS, HEC, FONDUS DUPUIS ET FRÈRES, P049X99.001, 216688, 11-08-03-06



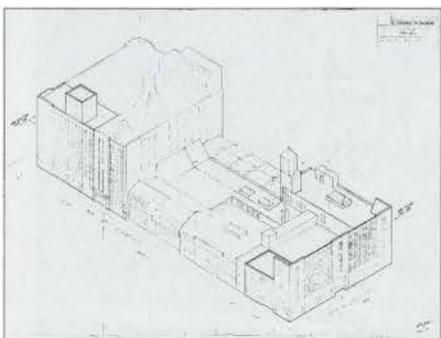
ILL. 19. DUPUIS ET FRÈRES, 1938, HENRI S. LABELLE.

PHOTO HEC, FONDUS DUPUIS ET FRÈRES, P049X99.001, 216688, 11-08-03-06



ILL. 17. DUPUIS ET FRÈRES, AVANT 1937.

HEC, FONDUS DUPUIS ET FRÈRES, P049X99.001, 216688, 11-08-03-06



ILL. 18. DUPUIS ET FRÈRES, PROJET D'AGRANDISSEMENT AVEC LA CURIEUSE FAÇADE ÉCRAN À L'AVANT-PLAN, RUE DE MAISONNEUVE, VERS 1938, HENRI S. LABELLE.

HEC, FONDUS DUPUIS ET FRÈRES, P049X.

construction de résidences plus luxueuses dédiées à la bourgeoisie. Le parcellaire et le réseau viaire, à la fois plus simples et plus généreux que ceux du Vieux-Montréal, représentaient de fait les idéaux du dix-neuvième siècle en termes de confort, voire d'hygiène et d'efficacité.

Il faut néanmoins attendre les années 1840 pour que le projet d'agrandissement soit développé à la suite d'achats ou de cessations auprès de Denis-Benjamin Viger, de Louis Guy, de Marie-Charlotte Lacroix et de Louise Lacroix (ill. 12). Ces deux dernières posent comme condition à leur don, d'une part, l'interdiction d'y tenir un marché, d'autre part, son aménagement paysager avec des promenades, des arbres et une fontaine à la mémoire de feu Joseph Lacroix¹⁰. Le chantier est important, car il faut combler des marécages, effaçant ainsi une coupure séculaire avec le Vieux-Montréal. La ville y construit plus tard un kiosque à musique qui en fera jusque dans les années 1880 la seule place publique où l'on puisse entendre un orchestre. Enfin, des serres sont ajoutées en 1865.

Sur la carte de 1853 on constate que la place Viger est unique parmi les places

montréalaises du temps, non seulement par sa taille, mais du fait de son aménagement paysager. Seule la collaboration entre la Ville et les grands propriétaires fonciers a permis d'avoir une place aussi grande qui chevauche ainsi plusieurs parcelles de terrains. Son orientation est-ouest favorise le développement des rues nord-sud qui y débouchent, à savoir : Saint-Denis, Berri et Saint-Hubert. En 1892, on y adjoint un autre secteur à l'est de la rue Saint-André qui lui donne une importance encore plus significative, mais les espaces publics similaires ont déjà commencé à se multiplier à Montréal.

La popularité du square est très grande, pourtant le quartier dans son voisinage tarde à se bâtir. Il se développe de manière plus vigoureuse au cours des années 1860-1880. C'est de cette période que datent les plus anciennes maisons bourgeoises du secteur. Si l'on en juge par des actes notariés de maisons de la rue Saint-Hubert, ce sont les promoteurs qui assurent la qualité de certaines rues lors des lotissements en posant des exigences précises lors de la vente de terrain. Ainsi, Joseph Charles Hubert Lacroix veut assurer l'embellissement de la rue Saint-Hubert afin, explicitement, d'augmenter la valeur des lots¹¹. Un groupe de promoteurs pose des exigences plus sévères pour les édifices à l'est de Saint-Hubert entre De Maisonneuve et Ontario, ce qui explique le bel effet d'ensemble de cette série de résidences. Il faut, d'après les contrats, respecter une hauteur minimale, utiliser la pierre grise et avoir un toit français (des fausses mansardes en vérité)¹². Graduellement, au fil des décennies, on trouve des maisons bourgeoises plus au nord, jusqu'aux rues Sherbrooke, Cherrier et près du square Saint-Louis.

Plusieurs notables et bourgeois viennent donc, au pied de l'église Saint-Jacques et à proximité du square, donner une identité

particulière au secteur qui devient le pendant canadien-français du quartier Saint-Georges dans l'ouest. Les maisons de style second empire adoptent néanmoins les modèles typologiques anglo-saxons des maisons mitoyennes, voire des *terraces*. Toutefois, certains promoteurs – dont des entrepreneurs qui se sont enrichis avec la reconstruction des quartiers Saint-Laurent et Saint-Louis après l'incendie de 1852 – vouent leurs édifices à la location. La masse critique de francophones à l'aise financièrement ne semble pas permettre l'embourgeoisement de tout le quartier. Celui-ci procède plutôt par rues, quelques-unes se démarquant par leur qualité et leur architecture. Et derrière l'écran des belles rues principales que sont Saint-Denis, Saint-Hubert ou Berri par exemple, il existe tout un réseau de rues secondaires, étroites, avec des maisons sans marge de recul, au caractère plus modeste, voire très modeste, tant par leur taille, leurs matériaux, leur esthétique et leur typologie. Le quartier est donc hétérogène, physiquement et socialement, symbole d'une société moins unie par le rang que par la langue, la religion et les valeurs.

Au début du vingtième siècle, à l'exception des îlots institutionnels, le quartier est presque entièrement construit. Il est loin pourtant d'être stable, car, au même moment, la création de villes cossues et fortement paysagées amène l'exode de cette couche de population. La crise économique des années 1930 et la fuite généralisée vers les banlieues après la Deuxième Guerre mondiale contribuent par la suite à l'appauvrissement du quartier. Les autorités municipales participent même à dévaloriser ce quartier populaire si l'on en juge par le plan Dozois¹³ qui, par la création des Habitations Jeanne-Mance (1957-1961), semble viser moins à détruire des taudis qu'à faire disparaître le farouche secteur du Red Light situé tout près. Déjà, en 1860, les résidents se plaignent

que les terrains vacants soient « le rendez-vous des vagabonds et des gens de mauvaise vie »¹⁴. Encore aujourd'hui, le secteur est réputé pour sa forte présence de sans-abri auxquels se mêlent des *junkies*. Sa situation aux limites du centre-ville semble favoriser la marginalité. Par ailleurs, il correspond aujourd'hui au début du quartier gay, dont le surnom de Village montre bien, lui aussi, l'ambiguïté de son identité urbaine. Quoiqu'il en soit, les lenteurs de son développement économique constituent aujourd'hui l'une de ses forces, car il a permis de conserver des éléments significatifs de son patrimoine qui servent de base à son actuelle restructuration comme quartier résidentiel.

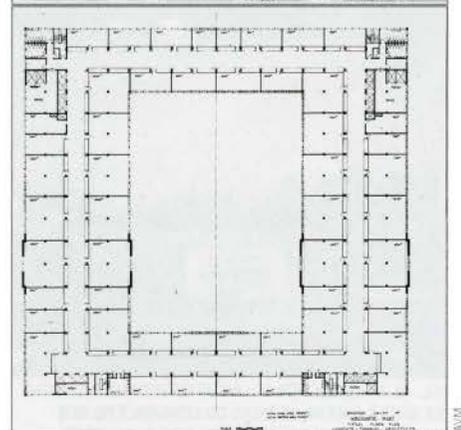
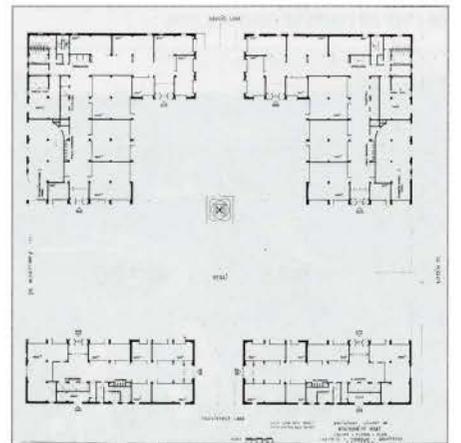
L'AMBITION DU MILIEU DES AFFAIRES

L'idée d'un centre-ville dans le contexte nord-américain est essentiellement liée à la présence d'activités commerciales et des bureaux. Or, c'est certainement cette volonté constamment réitérée de développer un quartier d'affaires francophone qui a amené le plus d'espoirs – jusqu'à des projets irréalistes –, mais aussi de déceptions dans le secteur. Le désir dans ces projets de faire contrepoids au succès de l'ouest est patent.

Avec la présence de nouveaux résidents à la fin du dix-neuvième siècle et l'attrait des nouvelles institutions dans le secteur, la rue Sainte-Catherine se commercialise à peu près au même moment que le secteur ouest. On y trouve d'ailleurs certains des plus vieux magasins entrepôts de cette artère commerciale. Il y en a qui connaissent d'indéniables succès, comme le magasin Pilon qui, en 1878, a la prétention d'être « la plus grande maison de détail de la Puissance » et que l'on compare au modèle consacré du genre, « Au Bon Marché » à Paris¹⁵. Tout près, Ernest Ouimet inaugure son Ouimetoscope, le premier cinéma au Canada.



ILL. 20. MERCHANDISE MART, 1947, LAPOINTE ET TREMBLAY, ARCHITECTES.



ILL. 21. MERCHANDISE MART, VERSION PRÉLIMINAIRE, VERS 1947, LAPOINTE ET TREMBLAY, ARCHITECTES. DANS CETTE VERSION PRÉLIMINAIRE, L'ÉDIFICE À COUR CENTRALE DONNE DIRECTEMENT SUR LA RUE DE MAISONNEUVE.

Cet essor commercial ardemment souhaité par les hommes d'affaires est appuyé par des échevins francophones, le futur maire Raymond Préfontaine à leur tête. C'est un comité sous la présidence de celui-ci qui exige du Canadien Pacifique (CP) de construire dans le secteur une gare



PHOTO JACQUES LACHAPPELLE, 2007

ILL. 22. TERMINUS VOYAGEUR, À L'ORIGINE TERMINUS DE LA COMPAGNIE DE TRANSPORT PROVINCIAL, 1951, DAVID SHENNAN. AGRANDISSEMENTS EN 1970 ET 1973. À L'ARRIÈRE-PLAN, L'ACTUEL PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE L'ÎLOT EN COURS DE CONSTRUCTION.



PHOTOS 1963, AVMA, M-1, VERS 1990 MCC

ILL. 23. CONSTRUCTION DE LA STATION BERRI-DE MONTIGNY. EN HAUT, À GAUCHE, LE PALAIS DU COMMERCE TEL QUE CONSTRUIT ET VUE D'EN FACE, VERS 1990, LAPOINTE ET TREMBLAY, ARCHITECTES, 1952.

plus importante que la gare Dalhousie¹⁶ (ill. 13). Le CP avait trouvé dans l'est l'accès au port auquel il tenait tant, mais, voyant l'impact de la gare Windsor dans l'ouest, il s'agissait pour le milieu francophone de créer le même effet générateur dans l'est. En 1898, la gare-hôtel Viger est implantée devant le square du même

nom, établissant un dialogue avec un espace public semblable à celui de la gare Windsor avec le square Dominion. Pour son seul hôtel montréalais à l'époque, le président du CP, William Van Horne, fait à nouvel appel à l'architecte new-yorkais Bruce Price qui reprend l'inspiration Renaissance française du château Frontenac à Québec. La situation culturelle similaire explique ce choix : dans ce quartier-ci comme à Québec, il s'agit de faire valoir la culture française qui prédomine. Mais on sait que ce style dépassera cette idéologie pour devenir un phénomène national avec l'ensemble des gares et des hôtels-châteaux qui émailleront les chemins de fers et les lieux touristiques canadiens. La gare-hôtel Viger est une contribution importante à ce courant. Avec sa forme étirée et sa symétrie, elle s'adapte habilement au tissu régulier montréalais et au square qu'elle vient encadrer. Encore aujourd'hui, malgré la profonde déstructuration du lieu, le bâtiment de Price reste l'élément le plus remarquable et le plus efficace dans la définition du pourtour de ce square. L'impact de la gare-hôtel reste néanmoins paradoxal car, derrière elle, se déploie un vaste paysage industriel contraire aux embellissements que l'on cherchait (ill. 14-15).

Toutefois les investissements du CP à la gare Windsor et en contrepartie le peu d'effort de la compagnie pour augmenter le nombre de passagers à la gare Viger¹⁷ conduisent la Ville à demander à nouveau des améliorations. Elles consistent en la réfection de la cour de triage, la rénovation de l'hôtel et l'addition d'une nouvelle aile, rue Béri, inaugurée en 1911, qui sert de gare. Quoiqu'on ait pu dire sur sa modernité, l'architecture de l'édifice réalisé par Walter S. Painter trahit l'intérêt limité que le CP porte à cette nouvelle construction¹⁸. Malgré ces initiatives, le quartier ne connaît pas au début du vingtième siècle la densification et la croissance verticale que

connaît l'ouest. La dispersion de quelques édifices d'une dizaine d'étages répond moins à des pressions spéculatives qu'à un désir d'entrepreneurs francophones d'imiter des architectures typiques des grandes villes nord-américaines, témoignant des ambitions par leur taille, mais de la fragilité économique par leur petit nombre.

Parmi les commerces, le magasin qui marquera le plus le secteur est certainement Dupuis et frères, fondé en 1868 et situé à l'est de Saint-Hubert. Comme c'est le cas pour plusieurs grands magasins (Eaton en particulier qui est un modèle), il s'agrandit par l'achat successif de bâtiments voisins puis par des reconstructions, pour se transformer en édifice bloc, c'est-à-dire en un bâtiment imposant occupant une portion majeure d'un îlot (ill. 16). La première construction qui correspond à ce type a front sur Sainte-Catherine ; elle est réalisée en 1923, soit à peu près au même moment où le magasin Eaton est reconstruit dans l'ouest (ill. 17). Puis cet édifice est à son tour remplacé par un bâtiment plus vaste conçu par Henri S. Labelle en 1938 (ill. 19). Mais cela ne suffit pas. C'est tout l'îlot allant de Sainte-Catherine à De Maisonneuve que l'on veut bâtir. Sans doute inquiet des coûts, Labelle propose un scénario suivant lequel la partie sur De Maisonneuve est réduite à la seule élévation d'une façade écran (ill. 18). Cherchant à faire image, l'illusion rend manifeste le désir de ressembler à tout prix aux grands magasins de l'ouest. À défaut d'être grand, on envisage ainsi de paraître grand. Dans les faits, on construit finalement dans un premier temps un corps de bâtiments très étroit, mais pleine hauteur, avant de combler la partie centrale.

Malgré la prospérité du début du siècle, et sans compter des événements comme le déménagement de l'École de Réforme ou l'incendie de l'église Saint-Jacques, la crise des années 1930 fait naître de

nombreuses difficultés et freine le développement du secteur. La fermeture de la gare d'autobus installée dans l'école Montcalm au coin sud-est de De Montigny (De Maisonneuve) et Saint-Hubert est l'objet d'un premier mécontentement. On s'explique mal cette décision, compte tenu de la proximité du pont Jacques-Cartier et de la gare Viger. Mais l'événement qui soulève le plus d'inquiétude et d'indignation est la fermeture de l'hôtel Viger par le CP en 1935. De nombreuses associations d'hommes d'affaires francophones interviennent auprès de la Ville de Montréal et de la compagnie de chemin de fer pour que celle-ci revoie sa décision¹⁹. L'argumentation fait bien ressortir l'importance du secteur dans l'imaginaire de ce lobby. On considère que la gare et l'hôtel sont « d'une importance capitale pour la partie Est de Montréal » et que la fermeture engendrerait l'« avilissement de la valeur foncière imposable de l'Est de la Ville par la disparition et l'exode d'entreprises »²⁰. On accuse le CP d'avoir contribué « au détournement systématique des voyageurs et des activités commerciales vers l'Ouest, en augmentant graduellement le nombre de trains arrivant à la Gare Windsor »²¹. Au CP, qui invoque le manque de popularité de l'hôtel, on réplique non par l'intérêt des Canadiens français pour l'endroit, mais la nécessité d'y avoir des services en français. Outre le maintien des activités hôtelières, des propositions sont faites à la Ville pour que l'édifice continue de desservir la population francophone, que ce soit par des salles de réunions, des quartiers généraux pour des œuvres catholiques ou une salle de concert²². Les journaux bien sûr font état de la fermeture et le ton, devant toutes les difficultés du quartier, est fataliste. On déplore « la désertion de l'est » ou l'on parle de son « oraison funèbre »²³. L'homme d'affaires Armand Dupuis résume avec plus de retenue le sentiment général : « Fermer la gare Viger, c'est commettre envers la

population canadienne-française de cette ville française une faute irréparable²⁴. »

Mais cette crise favorise la solidarité et la concertation au sein du milieu des affaires et de l'administration municipale. Le désir de maintenir et de développer un centre-ville francophone reste donc très présent, peut-être plus que jamais, car dorénavant on lui donne une interprétation politique à l'échelle de la ville et on en fait une question de survie à l'échelle locale.

Le grand projet qui suivra la Deuxième Guerre mondiale est celui d'un centre d'expositions commerciales, un « mart », élaboré dès 1947. Référant aux exemples de Chicago et de New York, le projet du Centre national du commerce limitée présidé par Charles-E. Préfontaine se veut métropolitain²⁵. « Au point de vue commercial, industriel et touristique, l'exposition attirera chez nous des millions d'acheteurs de toutes les parties du pays et de l'étranger²⁶. » Deux autres sites sont envisagés : l'un au coin de Jeanne-Mance et Sainte-Catherine, l'autre près de la gare centrale, c'est-à-dire les deux autres principaux axes nord-sud du centre-ville actuel. Ces axes correspondent en effet, l'un à celui de Place Ville Marie et Place Bonaventure, l'autre à celui de Place des Arts et du complexe Desjardins. Ces deux secteurs offraient donc des possibilités très semblables à celles de l'îlot Voyageur, mais leur développement, à ce jour, en comparaison de ce dernier, témoigne sans équivoque des retards dans l'est. Malgré tout, la présence des infrastructures de circulation que sont le pont Jacques-Cartier et la gare Viger (qui contrairement à l'hôtel est restée active, dans le respect des ententes initiales entre la compagnie et la Ville) jouent en faveur du site le plus à l'est.

De facture moderne, le bâtiment initial proposé par les architectes Lapointe et

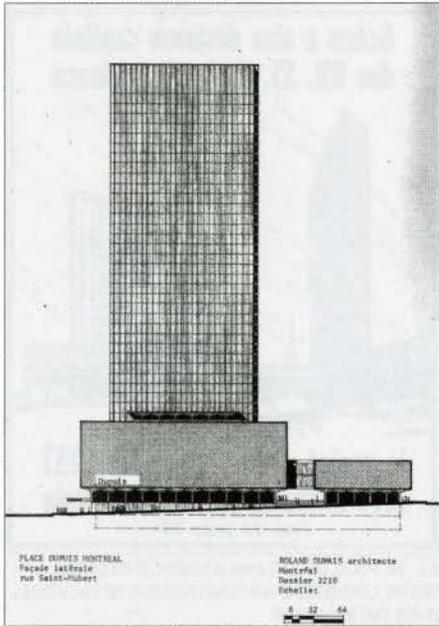


ILL. 24. PLAZA DE L'EST, 1960 (ARCHITECTE INCONNU). CENTRE COMMERCIAL SUR L'EMPLACEMENT DE L'ACTUELLE PLACE ÉMILIE-GAMELIN.

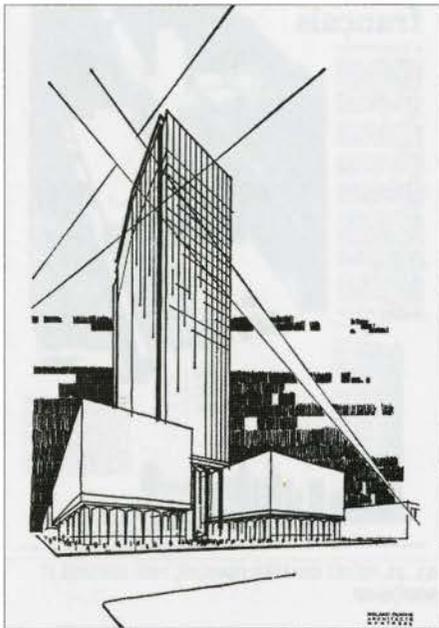


ILL. 25. PROJET QUARTIER FRANÇAIS, 1963, LONGPRÉ ET MARCHAND.

Tremblay est à la hauteur des ambitions du promoteur (ill. 20). Le volume principal, le centre d'exposition même, comporte douze étages et s'organise autour d'une cour centrale. Un édifice plus bas, rue De Maisonneuve, doit abriter un hôtel, une gare d'autobus et des bureaux. Enfin, deux autres édifices sont prévus au nord.



ILL. 26. DUPUIS ET FRÈRES, VERS 1967, ROLAND DUMAIS, 1^{RE} VERSION.



ILL. 27. DUPUIS ET FRÈRES LIMITÉE, VERS 1967, ROLAND DUMAIS, PERSPECTIVE PUBLIÉE.

Plus que son style et sa taille, ce qui singularise l'ensemble est l'intégration des réseaux viaires à l'architecture (ill. 21). Les deux bâtiments principaux chevauchent la rue Berri. La rue Robin est ouverte à



ILL. 28. PLACE DUPUIS, VERS 1972, GOYER, GARNIER, LONGPRÉ ARCHITECTES, MAQUETTE.



ILL. 29. TOUR MARC CARRIÈRE, 1972, DAVID ET BOULVA. À GAUCHE, MARC CARRIÈRE, À DROITE, D^R T.A. MONTY, SPÉCIALISTE DES RESTAURANTS ROTATIFS.

l'arrière du centre d'exposition et la grande cour intérieure, également accessible par les côtés du bâtiment, doit faciliter les accès véhiculaires. Cette étroite relation entre le réseau viaire et architectural est inhabituelle dans les années 1940²⁷. D'une certaine manière, le gigantisme massif et la complexité des circulations du projet anticipent une mégastructure comme la Place Bonaventure inaugurée en 1967.

Mais, trop ambitieux, le projet est repensé dans une version nettement réduite qui

conduira à la construction du Palais du commerce inauguré en 1952 (ill. 23). On n'en espère pas moins qu'il servira à de grandes expositions²⁸. Comme dans le projet initial, l'édifice trouve son complément dans la construction de la gare d'autobus par la Compagnie de Transport Provincial qui explique la vocation encore inchangée de l'îlot (ill. 22).

Par ailleurs, à plus grande échelle, un souci d'efficacité du réseau viaire domine la pensée urbanistique après la Deuxième Guerre mondiale. Avec l'étalement et la fuite vers les banlieues, il faut faciliter la circulation vers le centre-ville. Les projets d'élargissement de rues se multiplient et comprennent les rues Sherbrooke, Dorchester (René-Lévesque) et De Maisonneuve. Les démolitions éventrent le tissu urbain, coupent les îlots et détruisent le paysage urbain hérité du siècle dernier. En ce qui concerne la rue De Maisonneuve, on ne réussit pas à lui donner la largeur de cent pieds qui avait été prévue. Elle reste un raccordement de tronçons de rues existantes. Au bout du compte, elle perd plus de caractère qu'elle n'en gagne, devenant une voie de service qui pose encore aujourd'hui le défi de l'embellir.

Quant à la rue Berri, on veut qu'elle contribue à faciliter la circulation. Un premier projet prévoit dans les années 1950 son élargissement jusqu'à la rue Sherbrooke avec une multiplication de stationnements, le corollaire obligé de cet urbanisme dédié à l'automobile. Dans le contexte de réalisation du métro, on pense même en faire une grande voie nord-sud. Toute cette reconfiguration de rues a des effets paradoxaux sur le secteur, dont certains n'y voient plus qu'une zone de transit, surtout vers l'ouest. Par ailleurs, elle correspond à un désintérêt pour la ville ancienne, voire à sa condamnation. En 1981, malgré l'opposition du ministère des Affaires

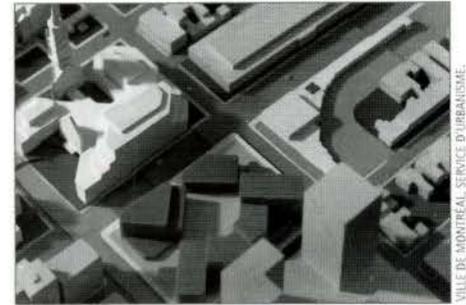
culturelles, la démolition sauvage de maisons victoriennes sur la rue Saint-Hubert par une compagnie dirigée par Léon R. Desmarais pour agrandir la gare d'autobus s'inscrit dans cette logique.

Heureusement, le renouveau urbain a aussi pour conséquence de ramener avec ferveur et optimisme des projets ambitieux à partir des années 1960. Dans un secteur dénigré, démolé, vacant, tout reste à faire aux yeux des promoteurs. Cela fait rêver. À l'opposé des incohérences des infrastructures en surface, la décision de faire de la station Berri-de-Montigny (actuel Berri-UQAM) le carrefour du réseau de métro doit avoir un impact économique positif sur le secteur. C'est précisément en 1960 que les sœurs de la Providence décident de vendre leur terrain. La Chambre d'immeuble de Montréal y propose un premier projet, une « Plaza de l'est », qui doit contribuer à la « renaissance du secteur est », car « un équilibre est souhaitable entre Ouest et Est et la poussée actuelle qui favorise le premier secteur risque de fausser précisément cet équilibre »²⁹ (ill. 24). Les architectes Longpré et Marchand, auteurs du métro Berri, dessinent pour un consortium (qui comprend la Caisse populaire Desjardins du quartier) un vaste projet allant de Saint-Denis à Amherst, de Sherbrooke à Saint-Antoine³⁰ (ill. 25). Appelé Quartier français, il inclut autant la rénovation d'édifices existants que la construction de nouveaux. Un promoteur privé envisage la création d'un centre multifonctionnel constitué d'un basilaire et de deux tours. De toute évidence, les modèles du renouveau urbain, en particulier Ville Marie, font recette.

La compagnie Dupuis n'est pas en reste. Désormais aux mains de Trans-Canada, elle élabore en 1964 un plan de restructuration de l'entreprise qui, outre le profit, vise :

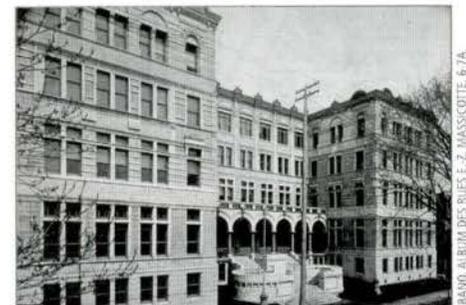
1. [...]
 2. La perpétuation d'une grande maison canadienne-française de vente au détail, dotée d'un personnel bilingue qui travaille dans une ambiance française.
 3. La conservation de ce champ économique au profit de la communauté canadienne-française en empêchant la pénétration des capitaux étrangers³¹.

Une étude ultérieure émet des réserves sur la position excentrique du magasin au centre-ville et suggère l'implantation d'autres succursales dans l'ouest, mais ce projet est laissé sans suite au profit du site existant³². C'est dans ce contexte que Roland Dumais dessine une première version de tour qui émerge héroïquement de parties basses. « L'Est de Montréal aura prochainement sa « Place Ville-Marie », écrit-on dans les journaux, rendant implicite le modèle tant des promoteurs que de l'architecte³³ (ill. 26 et 27). La compagnie, sous la présidence de Marc Carrière, projette même d'ériger sur l'actuelle place Émilie-Gamelin un immeuble, à son nom, de mille pieds de haut surmonté d'une tour de trois cents pieds coiffée d'un restaurant rotatif. La tour devait être la plus haute tour au Canada³⁴ (ill. 29). Le projet refusé, Trans-Québec propose par la suite un réaménagement avec des édifices coupés à quarante-cinq degrés, typique des années 1970 (ill. 30). Ces projets devaient compléter celui de Place Dupuis qui se trouve sur le site d'origine du magasin (ill. 28). Toutefois, malgré ses ambitions, sa banalité architecturale et l'absence d'un lieu public intérieur clair ne permettent pas à Place Dupuis d'être une contribution forte au paysage urbain. Autrement dit, son caractère quelconque ne lui confère pas le même potentiel générateur que celui du complexe Desjardins près de la Place des Arts. Qui plus est, la construction de



ILL. 30. UNE DES VARIANTES DU PROJET TRANS QUÉBEC, APRÈS 1980.

VILLE DE MONTRÉAL, SERVICE D'URBANISME.



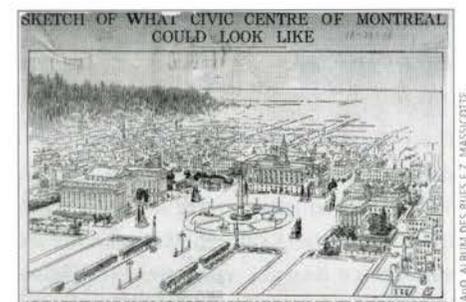
ILL. 31. UNIVERSITÉ LAVAL À MONTRÉAL, 1893-1895, PERRAULT, MESNARD ET VENNE.

BANQ. ALBUM DES RUES E.-Z. MASSICOTTE, 6-7A.



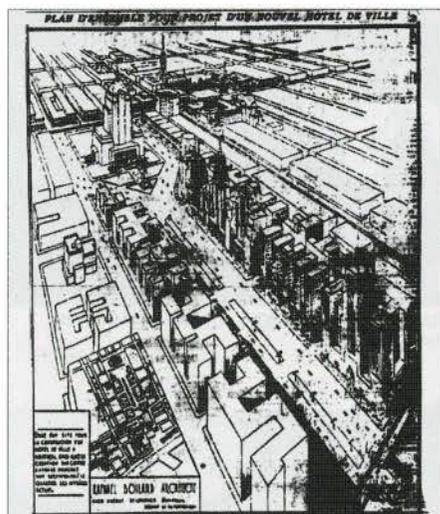
ILL. 32. BIBLIOTHÈQUE SAINT-SULPICE, 1912-1914, EUGÈNE PAYETTE.

PHOTO JACQUES LACHAPPELLE, 2003.



ILL. 33. PROJET DE CENTRE CIVIQUE, J. OMER MARCHAND ET (ERNEST) HÉBRARD. MONTREAL STAR, XLX : 248, 18 OCTOBRE 1913, P. 24.

BANQ. ALBUM DES RUES E.-Z. MASSICOTTE.



ILL. 34. PROJET D'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL, 1931, RAPHAËL BOILARD, SITUÉ ENTRE LES RUES DE BULLION, SANGUINET, SAINTE-CATHERINE ET DORCHESTER.

ASPM, MICROFILMS DES RUES.

Ainsi, dans les années 1960 comme avant la crise de 1930, les hommes d'affaires veulent implanter dans le quartier des modèles de l'ouest, rattraper le temps perdu pour en faire un miroir. Pourtant, le succès est mitigé car, comme ce fut le cas au début du vingtième siècle, la densification n'a pas eu lieu. Les tours sont disséminées dans le paysage sans le structurer.

QUARTIER LATIN : L'APPORT DES INSTITUTIONS PUBLIQUES

Dès la création du square Viger, les élus municipaux ont cherché à aider les hommes d'affaires dans le développement du quartier. Néanmoins, en plus des appuis directs, différentes institutions administratives, culturelles ou universitaires ont largement contribué à l'identité du quartier par la réalisation d'édifices importants. La première est sans doute l'arrivée de la succursale montréalaise de l'Université Laval, qui est à l'origine de l'Université de Montréal (ill. 31). Après avoir occupé différents bâtiments dans le Vieux-Montréal, elle s'installe en 1895 sur la rue Saint-Denis dans un édifice dessiné par Perrault, Mesnard et Venne. Le secteur devient dès lors le Quartier latin, une appellation non officielle qui emprunte son nom au quartier de l'ancienne Sorbonne à Paris et qui témoigne de l'importance de cette présence étudiante qui influence autant les commerces que les types d'édifices résidentiels. S'ajoutent ensuite l'École polytechnique rue Saint-Denis et l'École des hautes études commerciales (HEC) sur le square Viger. L'École de médecine dentaire est implantée au coin nord-ouest de Saint-Hubert et De Maisonneuve. Cette vocation est consacrée par la bibliothèque Saint-Sulpice qui remplace le cabinet de lecture paroissiale situé près de la place d'Armes (ill. 32). Les sulpiciens qui sont à l'origine de ce projet visent la plus

grande qualité architecturale et organisent un concours exceptionnel réservé aux architectes canadiens français afin de leur ménager un accès aux commandes de prestige. L'édifice classique de Payette est un des plus remarquables exemples d'architecture beaux-arts de la ville. D'autres institutions comme l'hôpital Saint-Luc qui s'établit sur la rue Saint-Denis complètent ce nouveau paysage urbain institutionnel.

En pleine période de croissance économique au début du vingtième siècle, ce sont en fait les institutions qui amènent les plus beaux morceaux d'architecture dans le quartier. L'idée d'une intervention de l'État et des institutions publiques pour améliorer le paysage urbain rejoint les idéaux du *City Beautiful Movement*. Le message semble bien compris pour ce secteur qui a besoin d'aide. J. Omer Marchand, avec l'aide du Français Hébrard³⁵, propose même un aménagement typique de ce courant qui s'inspire de la place de la Concorde à Paris (ill. 33). Marchand n'a pas laissé d'indications sur l'emplacement exact de ce projet, mais il se situe probablement à l'ouest du square Viger. Cet urbanisme monumental continue d'avoir une grande influence pendant plusieurs décennies. Bien que l'on voie aisément chez lui l'influence du modèle new-yorkais, c'est dans cette même ligne de pensée que l'on trouve bien plus tard le projet de Raphaël Boilard qui propose en 1931 de transformer la rue Hôtel de Ville (ill. 34). Au cours des années 1950, Jacques Gréber inclut lui aussi un regroupement d'édifices publics au sud de la rue Saint-Denis, mais cela n'est pas l'aspect le plus remarquable de son plan d'urbanisme de l'île de Montréal (ill. 35).

Dès les années 1920, le début de la construction de l'Université de Montréal sur le flanc nord du mont Royal annonce le départ éventuel des activités



ILL. 35. VILLE DE MONTRÉAL, PLAN DU QUARTIER DE L'HÔTEL DE VILLE, JACQUES GRÉBER CONSULTANT.

ASPM, D-449-12.



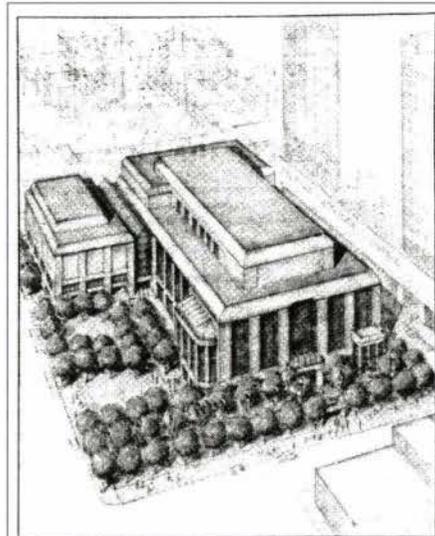
ILL. 36. PROJET D'AUDITORIUM MUNICIPAL, 1937, ÉDOUARD J. TURCOTTE.

ASPM, P4825-2.

Place Dupuis entraîne la fin de la compagnie Dupuis Frères, puis la faillite en 1978 de la compagnie de Marc Carrière qui a tenté de la sauver. Malgré tous les espoirs, ce dernier exemple d'initiative privée laisse songeur sur le potentiel du secteur à rivaliser avec le quartier des affaires de l'ouest.

universitaires dans le quartier. La grande dépression en retarde l'inauguration jusque dans les années 1940. La démolition de l'École de Réforme en 1932 qui a mené, comme on l'a vu, à la construction de la gare d'autobus et du palais du commerce, suscite entre-temps différents projets. Dans la perspective où l'État doit intervenir, des échevins proposent d'y construire un centre civique. L'architecte Édouard J. Turcotte dessine pour ce site un auditorium en 1939³⁶ (ill. 36). Cette idée de construire une salle de concert sera reprise en 1985 par le maire Jean Drapeau afin de stimuler le développement de cette partie de la ville³⁷ (ill. 37). Le projet d'y reconstruire l'église Saint-Jacques est vite abandonné. Toujours en 1939, on projette de créer un grand square qui s'étendrait de Saint-Denis à Saint-Hubert entre Ontario et De Montigny, au milieu duquel s'établirait la Société Radio-Canada (ill. 38). À cause de la Deuxième Guerre mondiale, le projet est retardé, puis abandonné en 1946. Cette décision de la société fédérale, alors que le terrain lui avait été donné par la Ville, cause une certaine grogne et entretient le mécontentement ressenti depuis la crise et la fermeture de l'hôtel Viger. C'est d'ailleurs la Ville qui acquiert ce dernier édifice, ce qui permet de sauvegarder la coquille dessinée par Price, l'intérieur ayant été entièrement modernisé dans les années 1950. Avant que l'administration municipale occupe les lieux, l'édifice sert de logements d'anciens combattants.

Dans ce contexte économique fragile et dans l'esprit de ce quartier dont la population ouvrière est importante, les mouvements coopératifs et ouvriers sont également très présents. Déjà, en 1910, la Société des artisans, une mutuelle d'assurance constituée de menuisiers et charpentiers canadiens-français, érige son siège social à l'angle de Vitré et de



Dessin illustrant la Maison de la musique de Montréal qui sera construite dans le quadrilatère délimité par Saint-Denis, Saint-Hubert, Ontario et De Montigny. LA PRESSE 14 JUILLET 1985.

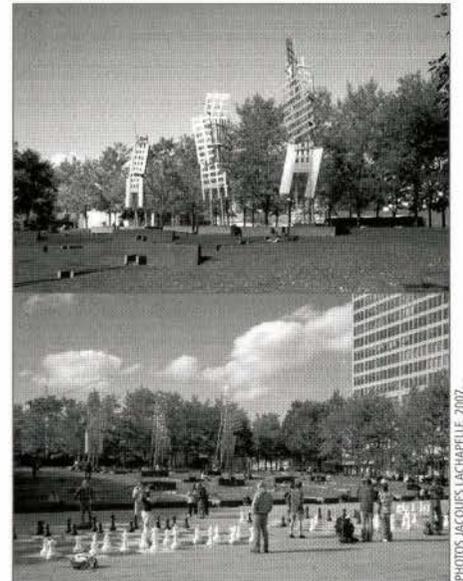


ILL. 38. RADIO-CANADA, 1946.

Saint-Denis. L'Union des charpentiers de Montréal fait de même au coin des rues Viger et Saint-Denis en 1913. L'Union catholique des cultivateurs (UCC), future Union des producteurs agricoles (UPA), érige dans les années 1940³⁸ un immeuble à bureaux de quatre étages sur Viger, à l'emplacement de l'ancienne Alliance nationale. En 1952, la Société des artisans s'installe face au square Viger. En 1965, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) fait construire un édifice moderne et sans prétention au coin de Viger et de Saint-Denis. Ces interventions s'inscrivent dans une perspective de



ILL. 39. UQAM, PAVILLON JUDITH-JASMIN, 1975-1979, DIMAKOPOULOS ET ASSOCIÉS, JODOIN LAMARRE ET PRATTE ARCHITECTES. VUE PARTIELLE DE LA FAÇADE DE PERRAULT, MESNARD ET VENNE ET DU CLOCHER À L'ARRIÈRE-PLAN D'OSTELL ET BOURGEOU.



ILL. 40. PLACE ÉMILIE-GAMELIN, 1992, PETER JACOBS, PHILIPPE POUILLAUEC-GONDEC. SCULPTURES FONTAINES PAR MELVIN CHARNEY.



ILL. 41. GRANDE BIBLIOTHÈQUE. CONCOURS : PATKAU, CROFT PELLETIER, GILLES GUITÉ. CONSTRUCTION : PATKAU, MENKÉS, SHOONER, DAGENAIS, 2002-2005.

renouveau urbain et la Ville en ajoute avec un stationnement en lieu et place du square Viger, avant que l'autoroute Ville-Marie ne soit creusée.

Il faut attendre les années 1970 pour que les contributions malencontreuses du renouveau urbain laissent place à une pensée urbanistique orientée vers l'intégration. La venue de l'UQAM joue un rôle majeur dans ce changement d'approche (ill. 39). En redonnant une vocation universitaire, elle contribue à la revitalisation sociale et culturelle du secteur. Le plan d'ensemble de l'urbaniste La Haye prévoit que l'UQAM soit une université intégrée à son milieu. Il favorise également un axe nord-sud avec les rues Saint-Denis et Berri, écho des premiers axes de villes intérieures que sont ceux initiés par Place Ville Marie dans un cas et le complexe Desjardins dans l'autre. Le campus devait ainsi devenir un nouveau pôle dans le réseau piétonnier intérieur de la ville. L'approche architecturale de Dimitri Dimakopoulos pour les deux premiers pavillons (Judith-Jasmin et Hubert-Aquin, 1975-1979) se différencie des projets immobiliers du milieu des affaires. Des façades de l'église Saint-Jacques sont conservées. Le gabarit et les rythmes des jeux de façade visent une meilleure intégration avec le paysage environnant déterminé par l'ancien parcellaire. Plusieurs aspects peuvent aujourd'hui être questionnés, mais, replacés dans le contexte du temps, les initiatives de Dimakopoulos sont intéressantes car elles témoignent d'une sensibilité nouvelle à la ville historique.

L'Université a un grand impact sur l'avenir du secteur. La rue Saint-Denis par exemple se revitalise. Avec la population étudiante, cafés, bars et boutiques se multiplient et entraînent le recyclage des anciennes résidences. Paradoxalement, malgré son repli sur soi, les premiers

pavillons ont pour conséquence de redonner vie aux rues environnantes. Le Quartier latin renaît. Les pavillons construits ultérieurement cherchent une relation encore plus étroite avec le milieu, favorisant par exemple la création de petits espaces publics extérieurs ou incluant des commerces au niveau du rez-de-chaussée le long de Sainte-Catherine. Orientée vers l'intégration et les espaces publics, l'UQAM est capable de revitaliser le quartier. Le nouvel ensemble sur le quadrilatère au nord de la Place des Arts présente maintenant le défi de tisser un lien avec le campus initial.

En 1992, dans le cadre du trois cent cinquantième anniversaire de Montréal, la Ville projette la place Émilie-Gamelin qui remplace l'ancien stationnement (ill. 40). L'endroit est devenu un noyau très structurant dans le quartier, venant pallier ce qui manquait depuis le dix-neuvième siècle dans ce secteur : un espace public de dimension significative sur ou près de la rue Sainte-Catherine.

C'est de biais à cette place, après de longues tergiversations sur son emplacement, que l'on construit la Grande Bibliothèque en 2001-2004 (ill. 41). Le projet donne lieu à un concours international. Sa facture contemporaine a fait l'objet de débats, ce qui est bon signe. Son indéniable popularité confirme, en bout de ligne, l'importance d'avoir un caractère architectural fort pour des institutions qui doivent revitaliser le centre-ville. Entraînant la démolition de l'ancien Palais du commerce qui évoquait un rêve à l'échelle métropolitaine au cours des années 1940-1950, la Grande Bibliothèque procède de la même dynamique, mais vient plutôt perpétuer les aspirations culturelles du secteur, rappelant dans une certaine mesure l'initiative de la bibliothèque Saint-Sulpice, qu'elle contribue néanmoins à vider ! Heureusement, en complément de la Grande Bibliothèque, les Archives

nationales occupent dorénavant l'ancien édifice des HEC sur le square Viger.

La Grande Bibliothèque ainsi que les édifices de l'UQAM constituent actuellement les contributions publiques les plus significatives pour redonner un visage contemporain aux aspirations historiques du secteur. Tant par leurs activités et leur qualité architecturale que par leur gabarit plus approprié au secteur, ils témoignent du fait que ce n'est pas en tentant de copier l'ouest commercial – sans pouvoir y réussir – que le secteur saura perpétuer le rêve identitaire de participer à la vitalité du centre-ville. Après tout, même en voulant être central, le quartier reste en vérité excentrique et son histoire est distincte. Il semble aussi nécessaire d'actualiser, dans une réalité post-référendaire et d'application de la Charte de la langue française, cette idée de noyau francophone. Bien qu'encore présente, l'opposition est-ouest n'a plus la même portée politique et culturelle. Elle n'opère plus dans une logique d'isolement. La Grande Bibliothèque va dans cette direction. Par ailleurs, la volonté de devenir un pôle urbain garde toute son actualité avec des projets comme ceux de l'îlot Voyageur – malgré sa malencontreuse histoire financière –, le grand hôpital du Centre hospitalier de l'Université de Montréal et le réaménagement de la gare-hôtel Viger³⁹. Bien qu'il reste à faire la preuve de la qualité de leur architecture pour avoir un impact positif sur l'imaginaire du secteur, ces derniers exemples montrent que cette quête identitaire n'a pas à être reléguée au seul souvenir des traces du passé. Le rêve est lui-même une valeur patrimoniale associative qui se rattache au quartier. Inachevé, il doit conduire vers des projets. Après tout, si le parcours historique pour créer ce noyau central a été si laborieux, ne témoigne-t-il pas que la ville se nourrit d'utopies ?

NOTES

1. La présente analyse est largement basée sur les réflexions que nous avons pu faire lors de l'étude intitulée *Îlot du terminus Voyageur ; Espoirs et déceptions dans la création d'un centre-ville est* (Jacques Lachapelle et Caroline Tanguay, rapport non publié, 11 mai 2005). Ce document était complété par les évaluations patrimoniales de la gare d'autobus et de la résidence sise au 1708-1710, rue Saint-Hubert à Montréal, réalisées dans le contexte du projet de réaménagement actuel.
2. M^{sr} Jean-Jacques Lartigue est le cousin de Louis-Joseph Papineau et de M^{me} Charrier, veuve Viger.
3. Le nom des lieux peut ainsi être associé à l'emprise symbolique de ces familles sur le secteur : rue et église Saint-Denis pour Denis Viger, *idem* pour square Viger et rue Saint-Hubert pour Hubert Lacroix.
4. Luc Noppen a déjà reconnu la similitude formelle entre les deux églises en 1980 dans *Les églises du Québec, (1600-1850)* (Québec, Éditeur officiel du Québec / Fides, p. 51), en y ajoutant l'hypothèse d'une reprise du modèle de Servandoni pour l'église du Saint-Sulpice à Paris, ce qui donne une portée symbolique encore plus forte à l'édifice dans le contexte de la discorde avec les sulpiciens, surtout ceux d'origine française.
5. Sans démarcation du transept, l'intérieur apparaît toutefois très différent de l'église de Saint-Denis-sur-Richelieu.
6. Héritier de Denis-Benjamin Viger et, comme lui, cousin de Louis-Joseph Papineau.
7. Lachapelle, Jacques, en collaboration avec Caroline Tanguay, 2006, *Mont Saint-Antoine*, Évaluation patrimoniale, rapport non publié, 2 février ; et Frères de la Charité, *La délinquance vue par le Mont-Saint-Antoine (école de réforme)*, Montréal, s.n., 1948. Sur le phénomène de la délinquance, voir Ménard, Sylvie, 2003, *Des enfants sous surveillance : La rééducation des jeunes délinquants au Québec (1840-1950)*, Montréal, VLB éditeur, 2003.
8. Gendre de Louis-Joseph Papineau, il demeurerait incidemment tout près de la chapelle, rue Saint-Denis.
9. On pourrait ajouter à cette série le couvent des sœurs de la Miséricorde, boulevard René-Lévesque au coin de Saint-André. Olivier-Antoine Berthelet contribue également à ce projet.
10. Choko, Marc, H., 1990, *Les Grandes Places Publiques de Montréal*, Montréal, Éditions du Méridien, p. 114. L'ouvrage constitue en fait une référence significative sur l'historique du square.
11. Bureau de publicité des droits de Montréal, Acte de vente 74740 entre Joseph Charles Hubert Lacroix et Alfred Charbonneau, le 23 septembre 1873, devant le notaire François Joseph Durand, p. 670-671.
12. Bureau de publicité des droits de Montréal, Acte de vente 86756 entre Olivier Robert, David Corriveau, Jacques Désautels et Antoine Mayer, le 20 mai 1875, devant le notaire G. Durand. *Idem* pour l'acte 72710 entre les trois mêmes promoteurs et Alfred Charbonneau en date du 20 mai 1876.
13. Son auteur, l'homme d'affaires Paul Dozois (1908-1984), était échevin de Montréal et président d'une commission d'enquête sur le logement à Montréal ; il a aussi été ministre des Affaires municipales (1966-1967).
14. Archives de la Ville de Montréal (AVM) R3141.3, « Requête des soussignés propriétaires et résidents du quartier Saint-Jacques », 9 juillet 1860.
15. Communauté urbaine de Montréal, 1985, *Les magasins et les cinémas*, coll. « Répertoire d'architecture traditionnelle sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal », Montréal, CUM, p. 223.
16. Sur la gare et les aménagements, voir Duchesne, Julie, 2003, *Terminus ferroviaire et espace urbain : Le Canadien Pacifique et la transformation de l'est de Montréal, 1870-1915*, mémoire de maîtrise ès arts en histoire, UQAM, février, 310 p. ; Brodeur, Mario, et Jacques Lachapelle, 2006, *Étude patrimoniale des immeubles situés à l'intérieur de l'îlot délimité par les rues Saint-Antoine, Saint-Christophe, Notre-Dame et Berri*, rapport non publié, novembre, 164 p.
17. AVM 45217, 3^e série du Conseil, Dossier hôtel Viger, Mise en demeure et protêt à la réquisition de la Cité de Montréal vs La Cité de Chemin de Fer Pacifique Canadien, 30 décembre 1901 ; Rapport de L.J. Ethier et J.L. Archambault, avocats, 24 février 1905.
18. « La nouvelle gare Viger est ouverte au public », *La Patrie*, 20 novembre 1911, p. 1.
19. Parmi elles, on compte l'Est Central Commercial Inc, l'Association des propriétaires et des hommes d'affaires du quartier Ville-Marie, l'Association des Hommes d'affaires du Nord, la Chambre de commerce du district de Montréal. Cf. AVM, 45217, 3^e série du Conseil, dossier hôtel Viger.
20. AVM, 45217, 3^e série conseil, dossier hôtel Viger, extrait des « Minutes d'une assemblée des directeurs de l'Est Central Commercial Inc. », tenue à l'hôtel Place Viger, le jeudi 12 septembre 1935.
21. AVM, 45217, 3^e série conseil, dossier hôtel Viger : Association des propriétaires et des hommes d'affaires du quartier Ville-Marie, « Résolution de Protestation contre la Fermeture de l'Hôtel Viger », 27 janvier 1933.
22. AVM, 45217, 3^e série conseil, dossier hôtel Viger, extrait des « Minutes d'une assemblée des directeurs de l'Est Central Commercial inc. », tenue à l'hôtel Place Viger, le jeudi 12 septembre 1935.
23. « Oraison funèbre de l'est », *La Presse*, AVM R 3141.
24. « Le bel hôtel Viger ne doit pas 'écoper' pour tous les malheurs de la dépression ! », *La Presse*, 18 janvier 1933, p. 11 ; et « Deux fautes qu'il ne faut pas commettre : manquer de confiance dans l'Est et fermer le Viger », *La Presse*, 19 janvier 1933, p. 15.
25. AVM, R3141. « Le Centre National du Commerce Limitée », document de promotion, 1948.
26. Maurice Nantel, « Pour un centre d'exposition ; Des hommes d'affaires de chez nous décidés d'agir », *Le Canada*, 1^{er} décembre 1947, p. 14.
27. D'une tout autre manière, la gare centrale introduisait elle aussi une réflexion originale sur la présence des réseaux piétonniers dans la ville. En fait, la réflexion sur les réseaux fait partie de la logique des grands immeubles.
28. « Montréal, centre d'exposition en Amérique », *Montréal-Matin*, 22 janvier 1952, p. 14.
29. Roger Champoux, 1960, « Rénovation projetée d'un important secteur de Montréal pour que l'est n'ait plus honte devant l'ouest », *La Presse*, 30 novembre. AVM, microfilms des rues.
30. Maurice Archambault, « Quartier français », *Montréal-Matin*, 6 mars 1963, p. 6
31. Archives HEC, fonds Dupuis Frères Limitée, PO049 21705 _01-05-06-0 ; « Programme d'expansion et de réorganisation Dupuis Frères, Limitée, 26 novembre 1964 ».
32. Archives HEC, fonds Dupuis Frères Limitée, PO049 21705 _01-05-06-02 : « Projets d'expansion Montréal Métropolitain, étude de base », 7 juin 1965, p. 24.

33. « Avant-projet de la place commerciale de l'est de Montréal », *La Presse*, 14 février 1967, p. 48.
34. Soulie, Jean-Paul, 1972, « Marc Carrière présente son projet de la St-Jean : un restaurant rotatif de mille pieds de hauteur », *La Presse*, 24 juin, p. A1 ; « Le projet Marc Carrière, la plus haute tour au Canada », *Journal de Montréal*, 24 juin 1972, p. 2 ; « L'immeuble le plus élevé au pays remplacera l'Oeuvre de la Soupe », *Dimanche-Matin*, 24 juin 1972, p. 2 ; L'article de *La Presse* souligne que M. Carrière présente ses projets tous les ans à la Saint-Jean. Est-il nécessaire de souligner ici la symbolique de cette date dans une auto-proclamation héroïque du promoteur dans le milieu des affaires francophone ?
35. Il s'agit vraisemblablement d'Ernest Hébrard (1875-1933), mais il pourrait également s'agir de son frère, Jean, voire des deux.
36. AVM R4825.2, « Auditorium municipal, projet de construction par Édouard J. Turcotte, 23 juin 1937 ».
37. AVM microfilms de rues. Favreau, Mariane, 1985, « La Maison de la Musique : un projet fort attendu », *La Presse*, 14 juillet.
38. Mario Brodeur, 1010, rue Saint-Denis, 329-75, avenue Viger Est et 1020, rue Saint-Denis, Montréal. Étude patrimoniale, rapport non publié, octobre 2004.
39. Ce projet privé par DMC International est en cours d'élaboration. Voir, entre autres, Baillargeon, Stéphane, 2007, « Portes ouvertes – Le promoteur de la gare-hôtel Viger veut associer ses voisins à son projet », *Le Devoir*, 5 juin.